

EN ESPAGNE

La gauche démocrate-chrétienne (illégal) écrit au ministre de l'information

(De notre correspond. particulier.)

Madrid, 6 décembre. — Trente membres de la gauche démocrate-chrétienne, groupement illégal espagnol, ont adressé une lettre au ministre de l'information, M. Fraga Iribarne, dans laquelle ils exposent « quelques problèmes politiques d'actualité ».

Le premier signataire de cette lettre est M. Manuel Jimenez Fernandez, ex-ministre de la République, qui réside actuellement à Séville et il est professeur de philosophie. Son nom est suivi de celui des professeurs de philosophie de l'université de Madrid, de l'université de

Aguilafuente, de l'université de Madrid, de MM. Federico Roda Ventura et Felix Bons Marquez, respectivement doyens de l'ordre des avocats de Barcelone et de Majorque, etc.

La gauche démocrate-chrétienne proteste auprès du ministre contre la campagne « destinée à épuiser tout prestige à certains secteurs idéologiques de la démocratie chrétienne tant espagnols qu'étrangers ». Les signataires se réfèrent ensuite à la lettre envoyée au ministre par cent deux intellectuels à propos des services qu'aurait exercés la garde civile sur des mineurs asturiens. Ils qualifient le ton de la réponse — rendue publique par la presse espagnole en même temps que le document cité — de discriminatoire et partial. Ils se plaignent enfin de ce qu'en Espagne « l'information soit bien loin de ce qu'elle devrait être dans un Etat de droit ».

« On gouverne ainsi en Espagne »

Cette lettre est la première qu'une organisation illégale adresse à un membre du gouvernement. Certains observateurs croient y voir, ainsi que dans les lettres d'intellectuels qui l'ont précédée, une marque de faiblesse du régime. D'autres estiment, au contraire, que le gouvernement peut aujourd'hui laisser publier de telles

lettres sans que l'ordre public soit pour autant menacé.

« Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis la fin de la guerre civile, et nous, Espagnols, nous nous sommes habitués à vivre tous en paix et à accepter la possibilité qu'il y ait parmi nous des opinions contraires, ce qui ne doit pas nous transformer en adversaires acharnés », a déclaré jeudi à l'Ateneo de Valence, le directeur général de l'information, M. Carlos Robles Piquer, au cours d'une conférence de presse : « On gouverne

d'une liberté beaucoup plus grande que celle que nous possédions il y a quinze ou vingt ans, sans que cette liberté représente une diminution de la sécurité », ajouta-t-il.

Il affirma ensuite que « les forces de l'opposition — surtout démocratique bien que composée par des personnes différentes de celles qui s'obstinent dans l'exil — sont présentes dans la vie politique espagnole ». Et il a qualifié les cabinets qui se sont succédé depuis la fin de la guerre civile de « gouvernements de coalition » formés par des ministres de tendance sociale-chrétienne, libérale et syndicaliste.

M. Robles Piquer a dit aussi que les lettres envoyées par les intellectuels au ministre de l'information avaient pour but de « rendre plus difficiles les efforts de ceux qui veulent construire la paix et l'entente entre tous les Espagnols sur l'unique base possible, le Mouvement national ». (Interim.)